



----- Hôpital Pitié-Salpêtrière -----

----- 03 sept. 2024 -----

Pour une rentrée de lutte des classes !

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et en

maths en 6^e et 5^e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

...renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal *Le Monde* s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « *risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue* ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « *risque* », c'est la solution !

Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1^{er} octobre.

Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

Rentrée 2024 : la direction apprendra-t-elle à compter ?

Alors que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, les soignants épuisés, le gouvernement et les directions des hôpitaux publics n'ont rien trouvé de mieux cet été que de mettre fin aux CDD des aides-soignants... À la Pitié tous les services sont concernés, mais la direction refuse d'assumer le chiffre exact.

Les rails déraillent

Dans les services, les rails pour lever les patients sans se casser le dos tombent parfois en panne. Mais, comme d'autres équipements nécessaires, leur entretien est géré par une société privée. Résultat : de la paperasse pour faire venir un réparateur et des mois à galérer à soulever les malades à mains nues. À raison d'au moins 6 patients levés par jour, on préfère prévenir : le prochain piquet de grève va ressembler à une compot' d'haltérophilie.

On tend, on tend... jusqu'à ce que ça craque

Cet été, plus de 50 hôpitaux se sont déclaré « en tension ». Au point que certains services d'urgence ont dû fermer. Pour les autres, l'accueil est ingérable ; comme à Brest où la CGT a affiché un « mur de la honte » avec les noms des patients de plus de 75 ans qui ont attendu plus de 11h aux urgences. Alors qu'on sait qu'une nuit sur un brancard augmente de 40% le risque de mortalité. Pas de panique, la direction a trouvé la solution : parquer jusqu'à 22 patients dans un ancien hangar pour ambulances sans point d'eau. En Franche-Comté, au vu du manque de personnel, la direction a mis en place un plan blanc du 17 au 23 août. Le gouvernement est ravi : c'est « mieux que l'année dernière » ! Des menteurs ! On exige des embauches, des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

Moins d'internes, toujours autant de gardes

Le nombre de postes en internat a chuté de 1500 par rapport à la promotion précédente suite à la réforme des épreuves d'entrée ! Du coup plusieurs centaines d'entre eux ont préféré redoubler que d'être les cobayes de la nouvelle recette. C'est une aberration puisque les hôpitaux tournent aussi avec 32 000 internes en France, travaillant en moyenne 59h par semaine. Les conditions de travail se dégradent pour toutes et tous à l'hosto, alors battons-nous côte à côte pour les défendre !

À Saint-Brieuc, la Réa vent debout contre les 12h !

Le service de réanimation de l'hôpital de Saint-Brieuc s'est mis en grève lundi 26 août suite à l'éviction de leur cheffe de service qui n'allait pas assez dans le sens de la direction, c'est-à-dire... le passage du service en 12h au lieu des 7h30 actuelles !

Le braquage continue

Le rapporteur de la loi de finance pour 2025 évoque de nouvelles attaques contre l'hôpital pour « assurer le financement » de la sécu. L'assurance maladie, elle, vise 1,56 milliard d'€ d'économies. Nous on réclame comme d'habitude tout autre chose... et il nous faudra l'arracher.

Iran : infirmières en grève ! « Inflation en dollars, nos salaires en rials ! [monnaie iranienne] »

Le 5 août dernier, les infirmières iraniennes se sont mises en grève à travers le pays après la mort d'une infirmière au sud-est du territoire. Elles dénoncent les bas salaires et leur charge de travail insoutenable, comme les heures supplémentaires qu'elles sont forcées d'effectuer dans des centres de santé liés au régime. Payées arbitrairement par les directions d'hôpitaux proches du régime qui les laisse faire, les infirmières peinent à survivre de leur seul salaire et sont contraintes de prendre d'autres boulots.

En proie à une inflation galopante – le prix du pain a augmenté de 25% – la mobilisation des infirmières a emporté le soutien d'unions de travailleurs : routiers, profs, machinistes, métallos, retraités...

Solidarité avec les infirmières et tous les travailleurs iraniens en lutte !

Gaza : réapparition de la poliomyélite

Dans ce territoire palestinien la polio avait été éradiquée il y a 25 ans. Elle vient de faire sa réapparition. Un premier cas a été récemment confirmé chez un enfant de 10 mois. « Des équipes du ministère de la Santé, de l'Unrwa (l'agence de l'ONU pour les réfugiés) et des ONG ont débuté samedi la campagne de vaccination contre la polio », a déclaré le docteur Moussa Abed, du ministère local de la Santé. L'ONU a envoyé 1,2 million de vaccins antipolio. Le développement de la maladie est lié aux conditions de vie et d'hygiène effroyables qui s'ajoutent aux massacres perpétrés par l'armée israélienne. Le dernier bilan fait état de 40 691 morts, 94 060 blessés et des milliers de disparus.

Tunisie : Kaïs Saïed continue de faire le ménage

Le président Kaïs Saïed vient de procéder à une vaste purge ministérielle sans explications. 19 ministres ont été limogés dont ceux des Affaires étrangères et de la Défense. Déjà, le mois dernier, il s'était débarrassé de son Premier ministre. Élu en 2019, il s'est approprié tous les pouvoirs lors d'un coup de force en juillet 2021. En vue des présidentielles du 25 octobre, auxquelles il se représente, il fait le vide autour de lui. Il a fait emprisonner au moins 8 candidats potentiels qui risquaient de lui faire de l'ombre. Si avec tout ça il n'est pas réélu haut la main, il pourra demander à conseil à Macron sur comment ignorer les élections.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → <https://npa-revolutionnaires.org/>